

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 03/07/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 24/05/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**XELIANS**

lieu-dit LE CONTOUR DES FONTAINES  
89600 Chéu

Références : / 240296  
Code AIOT : 0025400014

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement XELIANS implanté lieu-dit LE CONTOUR DES FONTAINES 89600 Chéu.

La visite a lieu dans le cadre d'une action coup de poing incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XELIANS
- lieu-dit LE CONTOUR DES FONTAINES 89600 Chéu
- Code AIOT : 0025400014    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société XELIANS exploite à Chéu un site de stockage d'archives papier.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- coup de poing incendie

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Travaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.4.	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.5.	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 05/11/1997, article 4.5.1	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.3.	
5	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.6.	
6	Prélèvement [d'eau]	Arrêté Préfectoral du 05/11/1997, article 13.1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'Inspection n'a pas relevé de non-conformités majeures mais émet quelques observations.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b> Rappel 2018 : La prescription suivante issue de l'arrêté ministériel applicable aux sites soumis à la rubrique 1530 autorisation (auquel le site n'est plus soumis) indique : "Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre." La distance entre le plus haut point de stockage et les dispositifs de détection incendie apparaît occasionnellement inférieure à 1 mètre. L'exploitant devra corriger ces situations ou justifier qu'elles ne sont pas de nature à impacter l'efficacité de son système de détection (VESDA).  Constats 2024 : A l'étage supérieur, du fait de la toiture en dents de scie, la distance entre le plus haut point de stockage et les dispositifs de détection incendie apparaît occasionnellement inférieure à 1 mètre. Le site stocke exclusivement des archives papier. L'exploitant indique stocker environ 700 000 cartons (d'environ 50 l, l'unité) sur palettes elles-mêmes sur rack, soit un volume combustible d'environ 35 000 m³. Le stock est suivi informatiquement par un ERP, avec un plan de classement virtuel informatisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> A l'étage supérieur, du fait de la toiture en dents de scie, la distance entre le plus haut point de stockage et les dispositifs de détection incendie apparaît occasionnellement inférieure à 1 mètre. L'exploitant doit corriger ces situations ou justifier qu'elles ne sont pas de nature à impacter l'efficacité de son système de détection (VESDA).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 2 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté des plans de ces installations où figurent les zones à risque d'incendie (les archives stockées) ou à risques (cuve de fioul pour le groupe électrogène dans un bâtiment séparé). L'entrée pompier dispose d'un plan du bâtiment, avec des alarmes liées à la détection incendie par zone. L'exploitant indique avoir réalisé un exercice incendie avec le SDIS en 2023 et en avoir prévu un en 2024. Il a présenté un rapport d'exercice POI qui n'appelle pas de remarques.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise un permis de feu (qui prévoit des mesures contre les feux couvants) sous sharepoint couplé à une version papier. Le dernier a été réalisé le 13/05/2024. Les prestataires sont toujours accompagnés d'un salarié. L'exploitant met en place un plan de prévention si le prestataire intervient plus de 400 h par an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le permis de feu contient des cases "instructions impératives de sécurité" qui ne sont pas remplies dans la plupart des permis de feu. L'exploitant doit les remplir de façon plus rigoureuse, pour des raisons de sécurité et de traçabilité.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;</li><li>- l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu évoqué au point précédent ;</li><li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.15 ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de consignes de sécurité sans que des manquements soient identifiés.</p> <p>Il indique qu'en l'absence de chauffage, les risques hors incendie concernent surtout la possibilité de fuite sur la cuve de fioul et les chariots. Le suivi des risques se fait via le document unique.</p> <p>Les consignes sont de favoriser l'usage des extincteurs plutôt que des RIA. Une formation équipier de première intervention avec extincteurs est réalisée selon l'exploitant.</p> <p>Les eaux incendie vont selon l'exploitant sous le bâtiment dont le sous-sol fait office de rétention en permanence ouverte avec une fermeture automatique asservie à la détection incendie par VESDA (DéTECTEURS multi-ponctuels par aspiration et analyse de l'air en continu).</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle R4 de ses extincteurs (288) ainsi que des RIA.</p> <p>Selon l'exploitant, l'alerte via la détection VESDA et la centrale incendie est reroutée sur une société de télésurveillance puis sur l'astreinte du site (via sharepoint), en cas d'absence d'un salarié sur site, une personne (télésurveillance) assure la levée de doute.</p> <p>L'exploitant indique que le site est fermé même le jour, et qu'il n'y a pas de présence (des 4 salariés) la nuit et les week-ends.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit adapter sa procédure de gestion de crise qui doit prévoir d'informer l'inspection en cas d'incident ou d'accident (art. R. 512-69 du code de l'environnement).</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective


**Proposition de délais : 1 Mois**




## N° 5 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Le suivi de la maintenance des sites immobiliers est réalisé via SharePoint. Un tableur détaillant le plan de maintenance inclut les informations suivantes : - Équipe responsable - Livrables - Fréquence des interventions - Dates des interventions - Suivi par le responsable de site.  Le contrôle des moyens incendie n'appelle pas de remarques : Extincteurs : - Date de la dernière vérification : 12 mai 2023 - Prochaine planification : juin 2024 - Prestataire : CHUBB Robinets d'Incendie Armés (RIA) : - Date de la dernière vérification : 22 mai 2023 - Prochaine vérification prévue : fin mai 2024 - Rendez-vous pris par le prestataire - État : 22 en bon état, 10 vieillissants - Prestataire : CHUBB - Alimentation des RIA par réseau urbain Détection incendie : - Date de la dernière vérification : 11 mars 2024 - Prestataire : CHUBB - Site : Q7 - Remarque : Filtre VESDA recommandé tous les 2 ans, actuellement effectué tous les 3 ans en raison d'un faible empoussièrement. Suivi par le prestataire. Vérification électrique quadriennale : - Date de la dernière vérification : 30 juin 2023 - Site : Q18 - Prestataire : Véritas
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Prélèvement [d'eau]

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/1997, article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Prélèvement [d'eau]
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité d'eau prélevée ne dépassera pas 150 m <sup>3</sup> / an.
<b>Constats :</b> Le bassin de réserve de l'installation est nettoyé une fois par an. La dernière consommation d'eau enregistrée les premiers mois de 2024 est d'environ 280 m <sup>3</sup> . Cette augmentation est due à la nécessité de refaire la bâche et de recharger le bassin. La consommation d'eau pour l'incendie et les usages sanitaires est suivie mensuellement avec des relevés systématiques. Le détail des consommations d'eau en 2023 est le suivant :Usage Sanitaire** : 59 m <sup>3</sup> - Usage pour l'Incendie** : 298 m <sup>3</sup> , incluant une consommation exceptionnelle. En temps normal, cette consommation est inférieure à 10 m <sup>3</sup> . L'exploitant dispose d'une liste détaillée des moyens d'incendie disponibles sur le site. Un plan de localisation est disponible à l'entrée du site, indiquant clairement les différents points d'intérêt et les équipements de sécurité.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Moyens matériels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/1997, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens matériels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté au moins : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs [...]</li><li>- de robinets d'incendie armés [...]</li><li>- de deux poteaux incendie, complétés par une réserve d'eau de 300 m3 [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Rappel 2018 : L'exploitant dispose de deux réserves d'eau déclarées de 300 m3 chacune. Le maintien hors gel de ces réserves fait l'objet d'une observation dans la gestion des suites de l'inspection du 24/08/2011, reprises plus bas. L'exploitant garantit la pleine disponibilité de ces réserves, notamment par un curage mené à fréquence bi-annuelle de chaque bassin. Après chaque curage, le bassin curé est rempli à partir de l'eau du réseau public, ce qui explique les dépassements d'eau consommée prescrits à l'article 13. Suite à l'entrevue du 19 septembre 2011 avec le SDIS, l'exploitant déclare avoir mis en place une plaque de polystyrène d'environ 1,5 m² au bord de chaque bassin, au plus près de l'accès. Pour autant, les plaques observées lors de l'inspection du 05/04/2018 sont de dimension très réduite (de l'ordre de 0,15 m²) et ont une flottabilité telle qu'un risque de formation de glace sous la plaque n'est pas exclu.  Constats 2024 : L'inspection n'a pas constaté de manquement aux prescriptions sur les moyens de lutte contre l'incendie. Concernant l'observation de 2018, l'exploitant précise que la solution avait été proposée par l'Inspection, sur la base du retour d'expérience d'autres sites, les mouvements de la plaque permettant d'éviter le gel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit vérifier en période de fort gel la bonne disponibilité de l'eau des bassin, la solution retenue, satisfaisante en théorie, ne permettant pas de le garantir de façon certaine. Des mesures compensatoires devront être mises en place si nécessaire.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois